

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
5 avenue Buffon
CS 96407
45064 Orleans Cedex 2

Bourges, le 11/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUTAGAZ

47-53 rue Raspail
92300 Levallois-Perret

Références : VAT20250243
Code AIOT : 0010000506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement BUTAGAZ implanté 20 RUE CONSTANTIN RIGOLLET 36300 LE BLANC. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ
- 20 RUE CONSTANTIN RIGOLLET 36300 LE BLANC
- Code AIOT : 0010000506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société BUTAGAZ exploite des installations de stockage de gaz inflammables liquéfiés, sous couvert de l'arrêté préfectoral du 15/06/1988, complété par les arrêtés préfectoraux du 25/07/1989, du 25/04/1991, du 26/06/1992, du 7/02/1994, du 15/09/1995, du 14/01/2005, du 28/02/2006, du 13/07/2006 et du 19/12/2006. La dernière mise à jour administrative a été actée par courrier préfectoral du 9 janvier 2018.

L'établissement est classé à autorisation pour les activités suivantes :

- stockage de GPL en réservoir (rubrique 4718.2) ;
- dépôt de bouteilles (rubrique 4718.1) ;
- installations de chargement et déchargement (rubrique 1414.2).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	secours électrique (5)		
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Sans objet
11	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
12	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
13	Accessoire de sécurité de l'équipement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 I	Sans objet
14	Identification de l'équipement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet
15	État général de l'équipement	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Lors de la visite du 14/05/2025, l'inspection des installations classées s'est intéressé en particulier aux deux stockages de propane de 150 m ³ , équipements au centre de l'activité du site. <u>En salle :</u> L'exploitant liste plusieurs utilités associées pour l'alimentation en énergie de ces équipements :

électricité, air comprimé pour les commandes des vannes notamment.

Les moyens de détection de la défaillance électrique pour ces équipements sont gérées par des alertes visuelles et sonores, en salle de contrôle et par l'émission d'un SMS sur les téléphones professionnels des agents en charge.

Sur le terrain :

L'inspection a constaté l'existence des coffrets électriques relatifs aux alarmes, niveaux, groupe incendie des reports annoncés en salle de contrôle.

La détection de la défaillance électrique par SMS a été présentée à l'inspection par le personnel d'astreinte.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

En salle le 14/05/2025 :

L'exploitant a été interrogé sur sa stratégie en cas de perte d'électricité :

- La production se poursuit-elle ?

Non, du fait de l'activité de stockage de propane du site, les électrovannes à sécurité positive se ferment automatiquement en cas de coupure d'électricité, rendant impossible tout transfert de fluide.

Il n'est par ailleurs plus possible de charger/décharger du propane par camion dans le stockage.

- Une mise en sécurité est-elle engagée immédiatement ?

Le site dispose de batteries et d'onduleur permettant, en cas de coupure d'électricité d'alimenter sans discontinuité le bloc logique sécurité (détecteurs gaz et incendie).

En cas de détection gaz ou incendie, un groupe motopompe diesel est démarré pour assurer l'alimentation des moyens incendie.

- L'exploitant a-t-il identifié les installations critiques en identifiant les effets directs d'une perte d'électricité à l'échelle du site ? Au niveau des stockages de propane ?

Les installations critiques devant être secourus en priorité sont la détection gaz et incendie, ainsi que les moyens incendie si nécessaire.

- Est-ce que l'exploitant a identifié les installations critiques en identifiant les effets imprévus ou différés d'une perte d'électricité à l'échelle du site ? Au niveau des stockages de propane ?

RAS

- Est-ce que l'exploitant a identifié les effets cascades sur les autres utilités en cas de coupure d'électricité (production de froid, chaleur, moyens de communication...) à l'échelle du site ? Au niveau des stockages de propane ?

RAS

- Est-ce que l'exploitant dispose d'un point d'entrée chez son fournisseur d'énergie pour connaître la durée prévisionnelle d'indisponibilité ?

L'exploitant indique disposer d'un contact direct chez ENEDIS.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

En salle le 14/05/2025 :

<p>- <u>Quels équipements doivent être secourus électriquement à l'échelle du site ? Au niveau des stockages de propane ?</u></p> <p>Les équipements secourus électriquement sont les suivants :</p> <p>1) par batterie + onduleur : bloc logique de sécurité : détection gaz et incendie, capteurs de niveaux, alarme,</p> <p>2) par groupe motopompe diesel : moyens de défense incendie</p> <p>- <u>Lesquels peuvent s'arrêter complètement à l'échelle du site ? Au niveau des stockages de propane ?</u></p> <p>Les vannes et la protection anticorrosion peuvent être arrêtées complètement. L'arrêt de la protection anti-corrosion sur quelques heures ne pose pas de problème du fait de la cinétique lente de la réaction de corrosion</p> <p>- <u>Lesquels peuvent s'arrêter en sécurité (mise en sécurité) à l'échelle du site ? Au niveau des stockages de propane ?</u></p> <p>L'ensemble des équipements s'arrêtant lors d'une coupure électrique le font en sécurité.</p> <p>- <u>Lesquels peuvent s'arrêter durant un temps restreint et être secourus électriquement dans un temps déterminé à l'échelle du site ? Au niveau du process/de l'équipement sélectionné ?</u></p> <p>Pas d'équipement recensé.</p> <p>- <u>En cas de poursuite de l'activité, l'exploitant a-t-il défini les conditions et modalités de cette poursuite d'exploitation en sécurité ?</u></p> <p>Sans objet</p> <p><u>CONSTAT / CONCLUSION</u> : Pas d'écart constaté</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p>

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

En salle le 14/05/2025

Documents consultés en séance via GMAO Altair :

- Compte rendu d'exercice mensuel BT n°4185 - essai alarme relayage secours du 14/04/2025 selon fiche maintenance préventive 1200.
- Fiche matériel n°1364 armoire énergie secours SAFT POWER N°69189

- Quelles actions sont à réaliser et quelle est la durée nécessaire pour mettre les stockages propane en sécurité (comment ce délai a-t-il été estimé ?)

La détection gaz et incendie, ainsi que les chaînes de capteurs ne subissent pas de coupure d'électricité.

En cas de nécessité des moyens incendie, les groupes motopompes diesel démarrent.

- Le délai pour la mise en sécurité a-t-il été testé en exercice ?

Oui

- Les actions indiquées par l'exploitant sont-elles bien consignées dans un document (par exemple procédure, consigne, fiches dans le POI)

Point non contrôlé.

- Quelle formation pour le personnel devant intervenir en cas de perte d'électricité ? Comment le personnel y est-il préparé ? Est-il entraîné ?

Il n'existe pas de formation spécifique à la perte d'électricité.

L'ensemble des personnels intervenant sont habilités électriquement et suivent les formations spécifiques à l'application du plan d'opération interne de l'établissement.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi

que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

En salle le 14/05/2025

- Comment l'exploitant s'assure-t-il de la pérennité de la mise en sécurité, y compris la surveillance des stockages propane, en cas de perte d'électricité ?

L'état d'alimentation des alarmes et les détecteurs, dépannés sur batterie en cas de perte d'électricité, sont visibles de manière permanente sur les écrans de contrôle de l'exploitant. Les vannes propane, à sécurité positive, se ferment automatiquement en cas de perte d'électricité. Ce faisant, tout transfert de propane est impossible en cas de rupture d'alimentation électrique.

Sur site

L'inspection constate la présence d'équipements de surveillance gaz propane et incendie (détecteurs de flamme) (réseau de détecteurs).

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010
Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

Constats :

En salle le 14/05/2025

Quels sont les moyens de secours électrique prévus pour palier à la perte d'électricité afin d'assurer la mise en sécurité du site ?

Le site dispose d'une armoire énergie de secours (Equipement GMAO N°1364) composé de batteries associées à un onduleur.

Ce module est alimenté en permanence. En cas de coupure électrique, l'armoire alimente le réseau de détecteur gaz et incendie.

Si nécessaire, les moyens de défense incendie du site sont alimentés par un groupe motopompe diesel indépendant.

Sur le terrain

L'inspection a constaté la présence de ces dispositifs de secours électrique dont les caractéristiques correspondent bien aux données visualisées en salle.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

Constats :

En salle le 14/05/2025

- Comment l'exploitant a-t-il estimé les besoins en énergie des équipements qui doivent continuer à être alimentés électriquement et donc secourus dès la perte d'électricité ?

Ces besoins en énergie ont été évalués par l'exploitant lui-même lors du dimensionnement des équipements.

- Même question pour les équipements qui peuvent s'arrêter durant un temps restreint et être secourus électriquement dans un temps déterminé.

Pas d'équipements concernés.

- Quelle est l'autonomie de l'alimentation de secours électrique de ces différents équipements

(distinguer notamment ceux sur onduleurs et ceux sur groupe électrogène) ? La puissance des dispositifs de secours électrique est-elle adaptée au besoin de l'équipement secouru ?

Le module batteries-onduleurs permettant de secourir le réseau de détecteurs et alarmes a une autonomie d'au moins 48 heures (chacune des deux batteries fait l'objet d'un test annuel de 24 heures totalisant donc 48 heures d'autonomie).

Le dernier test annuel mené par l'exploitant a été réalisé le 01/03/2025 (Bon de travail N°4054 consulté en séance).

Les moyens d'incendie sont alimentés à l'aide de deux groupes motopompe diesel (1 en service + 1 en secours) et sont donc indépendants de la fourniture d'énergie électrique du site.

L'autonomie des motopompes est de plus de 4 heures.

Dans le cadre de l'action nationale 2025, il est attendu que l'autonomie permette de faire face à une coupure longue (au moins 48h). L'exploitant a justifié répondre à cet attendu.

Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de déterminer une valeur précise de durée d'autonomie des batteries. Les tests menés se bornant à vérifier que le délai de 48h peut être atteint.

Sur le terrain

L'inspection des installations classées a constaté la présence des deux groupes moto-pompes diesel.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise

en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

En salle le 14/05/2025

L'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur la maintenance et le test des utilités et des équipements de secours électrique :

- Est-ce que l'exploitant a bien réalisé les tests et maintenances prévus par ses consignes et modes opératoires ?

L'exploitant procède :

- à un essai mensuel d'alarme et relayage de secours (dernier test réalisé le 14/04/2025 - consultation en séance du bon de travail N°4185)
- à un essai annuel d'autonomie des batteries de secours (dernier test réalisé le 01/03/2025 - consultation en séance du bon de travail N°4054) avec la simulation d'une coupure du réseau électrique.

- Est-ce que l'exploitant a défini des critères à vérifier (ex. : capacité pour une batterie) ?

L'exploitant dispose de procédures (fiches maintenance préventive) définissant les critères vérifiés lors de ces essais.

- L'exploitant réalise-t-il les contrôles électriques périodiques des équipements ?

Les contrôles périodiques sont réalisés.

- L'autonomie des onduleurs est-elle testée ? Les onduleurs et les batteries font-ils l'objet d'un plan de maintenance ?

Oui. Point détaillé précédemment.

- L'exploitant fait-il réaliser des essais en charge (en fonctionnement réel ou à l'aide d'un banc de charge) ?

Oui. Point détaillé précédemment.

- Comment l'exploitant garantit-il la bonne gestion des équipements de secours électrique (respect des durées de vie constructeur liées aux conditions de fonctionnement (ex. : température), conditions de « stockage ») ?

Point non abordé.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : Pas de travaux de mise en conformité identifiés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III
Thème(s) : Situation administrative, ESP, Présence et conformité de la liste
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a transmis une liste des équipements sous pression - version du 29/04/2025. La liste ne recense aucun équipement en retard de contrôles réglementaires (inspection ou requalification périodique). CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de la dernière requalification périodique
Prescription contrôlée :

L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

[...]

trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique [...] ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;

dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.[...]

Constats :

L'inspection a procédé au contrôle par sondage de certains équipements exploités sur le site de Le Blanc. Les équipements suivants ont été sélectionnés :

- Réservoir de stockage propane 150 m3 - référence PR01

L'équipement dispose d'une attestation de requalification périodique satisfaisante produite par l'organisme habilité BUREAU VERITAS (N°18920813 / 1.1.1.RQ) le 03/07/2023.

- Réservoir de stockage propane 150 m3 - référence PR02

L'équipement dispose d'une attestation de requalification périodique satisfaisante produite par l'organisme habilité BUREAU VERITAS (N°7163777 / S1.1.1.RQ) le 01/06/2018.

- Tuyauterie DN 100 (bras de chargement) - repère N°1494

L'équipement n'est pas soumis à requalification périodique.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de la réalisation de la dernière inspection périodique

Prescription contrôlée :

L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions

plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

[...]

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.

Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. [...]

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Sur les équipements sélectionnés, l'inspection a contrôlé le 14/05/2025 la présence de la dernière inspection périodique.

- Réservoir de stockage propane 150 m3 - référence PR01

La requalification périodique de cet équipement réalisée le 03/07/2023 vaut inspection périodique. L'équipement est donc à jour d'inspection périodique (la prochaine échéance d'inspection périodique est fixée au 03/07/2027).

L'équipement dispose également d'un compte-rendu d'inspection périodique satisfaisant produit par l'organisme habilité APAVE (N°41904) le 16/12/2020, justifiant que l'exploitant a bien respecté la durée réglementaire de 4 ans entre deux inspections.

- Réservoir de stockage propane 150 m3 - référence PR02

L'équipement dispose d'un compte-rendu d'inspection périodique satisfaisant produit par l'organisme habilité BUREAU VERITAS (N°12299383 / S1.1.1 IP) le 24/09/2021.

L'équipement est ainsi à jour d'inspection périodique (prochaine échéance fixée au 24/09/2025).

- Tuyauterie DN 100 (bras de chargement) - repère N°1494

L'équipement dispose d'un programme de contrôle référencé MI.PG/TM.01.HB-02 rev8 du 16/06/2023, fixant une inspection périodique tous les 60 mois (5 ans).

L'équipement sélectionné est le bras de chargement associé à la tuyauterie référencée 100 PP 245.

La tuyauterie dispose d'un compte-rendu d'inspection périodique satisfaisant pour la tuyauterie référencée 100 PP 245, produit par l'organisme habilité BUREAU VERITAS (N°10246630 / S1.1.39 IP) le 06/01/2021. L'équipement est ainsi à jour d'inspection périodique (prochaine échéance fixée au 06/01/2026).

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Accessoire de sécurité de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 I

Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de présence et de réglage des accessoires de sécurité

Prescription contrôlée :

Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

À l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

[...]

Constats :

- Réservoir de stockage propane 150 m3 - référence PR01

Accessoires de sécurité référencés dans le dossier :

Type	Fabricant	Référence	Pression de tarage
Soupape	SAPAG	506309	15,5 bars
Soupape	SAPAG	506310	15,5 bars

Ces accessoires sont compatibles avec l'équipement (PS de 16 bars).

L'inspection constate la présence effective de ces deux accessoires montés sur le réservoir.

- Réservoir de stockage propane 150 m3 - référence PR02

Accessoires de sécurité référencés dans le dossier :

Type	Fabricant	Référence	Pression de tarage
Soupape	SAPAG	218350	15,5 bars

Soupape	SAPAG	218351	15,5 bars
---------	-------	--------	-----------

Ces accessoires sont compatibles avec l'équipement (PS de 16 bars). L'inspection constate la présence effective de ces deux accessoires montés sur le réservoir.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Identification de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de présence et cohérence de la plaque signalétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à « tête de cheval ».</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification [...].</p> <p>Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p>- Réservoir de stockage propane 150 m3 - référence PR01 L'équipement dispose d'une plaque signalétique. Celle-ci n'était pas accessible et n'a pas pu être consultée lors de la visite. Une photo de la plaque figure toutefois au dossier de l'équipement. On y lit notamment le marquage « tête de cheval » de la dernière requalification périodique.</p> <p>- Réservoir de stockage propane 150 m3 - référence PR02 L'équipement dispose d'une plaque signalétique. Celle-ci n'était pas accessible et n'a pas pu être consultée lors de la visite.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : État général de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-29
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'état, apparent, sans démontage
Prescription contrôlée : L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.
Constats : Aucun fait notable à signaler sur les équipements sélectionnés (Réservoirs de stockage propane 150 m3 - référence PR01 et PR02, tuyauterie DN 100 (bras de chargement) - repère N°1494). <u>CONSTAT / CONCLUSION :</u> Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite